

CONSTRUIRE LA PAIX – Journées d'étude des 6, 7 et 8 octobre derniers

Une quarantaine de participants ont suivi ces journées d'étude qui ouvraient les manifestations du trentième anniversaire de l'Université Européenne de la Paix. Par la qualité des exposés et des échanges auxquels ils ont donné lieu, ces journées peuvent être considérées comme une réussite, une initiative qui demande à être renouvelée... Sont rapportés sur ces deux pages de brefs résumés de chacune des interventions des experts qui avaient pu répondre à notre invitation. L'intégral de ces interventions est consultable sur le site de l'UEP (<http://www.uep.infini.fr>)



Patrice Bouveret
Directeur de l'Observatoire des Armements à Lyon

Patrice BOUVERET intervenait sur la nécessité de renforcement du contrôle des transferts d'armes.

Après les Etats-Unis et la Russie la France se présente à la troisième place dans le commerce des armes. En augmentation de 44 % de 2016 à 2020 les exportations représentent 1,8 % du commerce extérieur. Dans ce grand marché international les principaux acteurs sont actifs dans les pays du sud, l'Arabie Saoudite étant le plus grand importateur avec les conséquences sur le Yémen. Les exportations d'armes ne doivent pas attenter aux droits humains, aussi dans ce domaine le débat se situe sur le plan politique et non économique. Actuellement le seul contrôle relève du pouvoir exécutif par le truchement des Ministères-des Armées-Affaires Etrangères-Economie, en aucun cas les représentants du peuple n'y sont associés. Le rapport du Ministère des Armées au parlement est l'unique instrument national d'information : il devrait être mieux renseigné et servir de base solide à un débat public légitime et démocratique sur la légalité des transferts d'armes de la France.

Les ventes d'armes qui ne sont pas toujours rentables pour le pays, le sont grandement pour Dassault et Thalès.



J.M Collin porte-parole d'ICAN France

Comment avancer vers le désarmement nucléaire ?

La France, possède environ 300 armes nucléaires dont le processus de modernisation et de renouvellement est continu, avec un budget en augmentation constante (2019-2025 : 37Mds €) et ce dans une totale opacité. Preuve qu'il n'y a aucune volonté de désarmement contrairement à ce que lui impose son adhésion au TNP.

Alors que le Président Macron cherche à associer ses partenaires européens à la force nucléaire française, au nom d'un illusoire équilibre de la terreur, J M Collin nous invite à penser autrement la sécurité humaine. Il met en question le financement des armes nucléaires par les banques, rappelle les conséquences humanitaires dont seules les ONG se soucient et nous invite à poser les jalons de la sortie du nucléaire militaire en réveillant l'opinion publique. Entre la prérogative présidentielle et les citoyens, il y a un espace d'action que Francis Talec, le président de l'association des irradiés de l'île Longue a illustré en évoquant l'étude que vient de réaliser un sociologue brestois. On peut agir, tout le monde le peut : citoyens, élus (maires, parlementaires), associations, syndicats, partis politiques, clientèle bancaire...



Yannick Quéau,
directeur du GRIP

Dramaturgie : un coup de gueule surjoué selon Yannick Quéau, directeur du GRIP

Le marché des sous-marins est le marché le plus concurrentiel des armements. Même entre alliés, tous les coups ou à peu près y sont permis. Doit-on alors se plaindre que l'Allemagne -, notre principal concurrent sur le continent - et l'Union européenne ne nous aient guère soutenus dans cette affaire ? Ayant joué en franc-tireur,

quoi d'étonnant que la France se retrouve seule en fin de course ? Mais sur les 50 milliards d'euro annoncés, environ les quatre-cinquièmes revenaient déjà via Lockheed Martin aux Etats-Unis.

Retour sur terre et motif d'inquiétude

En zone pacifique, zone de fortes tensions, la France ne représente pas grand chose. Les Etats-Unis y sont vus par plusieurs pays comme le seul protecteur crédible : raison pour laquelle finalement l'Australie a préféré s'armer en matériels U.S. Cependant en vendant des sous-marins à propulsion nucléaire, les Etats-Unis cassent un tabou : fournir à des pays tiers de l'uranium enrichi pouvant servir à fabriquer la bombe. Ils ouvrent ainsi la voie à une dangereuse prolifération nucléaire.



Claude Serfati «Nouvelle course aux armements, nouvelle trajectoire sécuritaire»

Il revenait à Claude Serfati économiste, membre du conseil scientifique d'ATTAC, d'ouvrir nos journées d'études.

Appuyé sur les données des comptes de la nation montrant l'accélération des dépenses militaires depuis 2000, il assure que cela n'est pas prêt de s'arrêter.

+50 % pour les dépenses militaires, +80 % pour la sécurité publique et seulement +40 % pour l'éducation, les choix sont clairs !

La mondialisation armée montre une diminution des guerres « étatiques » et une forte hausse des guerres « à formes nouvelles »

La conjoncture économique depuis fin des années 2000 : crise financière, mise en cause de l'hégémonie des USA, émergence économique chinoise, résurgence de la Russie, Printemps arabes. Si la distance entre l'économie et la géopolitique diminue, celle entre Défense et sécurité nationale diminue aussi. L'innovation technologique renforce les connexions économie-géopolitique et permet le développement des nouvelles armes. La montée d'une société sécuritaire dont les causes multiples sont :

- détérioration des conditions de vie, progression des inégalités, aspiration des peuples à plus de liberté, présence des réseaux xénophobes transnationaux, surveillance accrue, collecte des données qui constitue un formidable relais de croissance pour les industries d'armements.



Bernard Ravenel, ancien président de l'association France-Palestine-Solidarité

Le choix de la non-violence

Bernard Ravenel nous raconte son évolution vers la non-violence.

Sa réflexion commença par les guerres du XXème siècle et en particulier celles du Vietnam et d'Algérie. La résistance était armée. Mais avec le recul, au delà de leur libération, quels résultats pour les peuples ?

Ensuite vint la réflexion sur le combat des Palestiniens. La lutte populaire non-violente

a été décidée en 1989 et dure encore aujourd'hui. Les Israéliens la craignent. Pour justifier une répression féroce, leurs journaux préfèrent mettre en avant les groupes armés palestiniens.

La troisième étape est le tournant écologique car le mouvement utilise la non-violence comme méthode d'action.

En Europe toutes les « organisations de résistance » ont abandonné les armes : au Pays Basque, en Corse, en Irlande, en Italie, en Allemagne. Dans les pays arabes la non-violence est utilisée dans les protestations contre les régimes autoritaires.

Les luttes armées aboutissent à des systèmes autoritaires et militaires (Algérie -Vietnam), les luttes non-violentes (Gandhi - Mandela) à des systèmes démocratiques.

Aujourd'hui la vraie question n'est plus celle du choix ou non de la non-violence mais celle du choix des moyens de l'action non-violente.



« Guerres, armées, climat »

Les guerres provoquent des dégâts environnementaux considérables, parfois irréversibles, et les crises environnementales provoquent des famines, des crises sociales et des guerres.

Pour **Bernard Dréano**, historien, militant pacifiste, président du CEDETIM (Centre d'Etudes et d'Initiatives de Solidarité Internationale) la « crise écologique est une guerre faite à la planète » et nous sommes entrés dans l'âge des conséquences.

Les militaires, particulièrement les militaires américains s'intéressent depuis longtemps aux conséquences sécuritaires et stratégiques liées au dérèglement climatique mais la contribution réelle des guerres et des activités militaires n'est toujours pas évaluée, même par les derniers rapports du GIEC. On sait pourtant que les opérations militaires projetées loin des bases aériennes sont énormément énergivores, ainsi que tous les essais et autres entraînements journaliers.

Les conflits de l'accès à l'eau (Nil, Jourdain, Euphrate, Gange, Mékong) sont déjà enclenchés et ne parlons pas des ressources en minerais stratégiques